



La nomination de Barnier : énorme provocation de Macron contre le mouvement ouvrier et populaire

Il y a d'abord le choix du personnage lui-même, un homme de droite, avec des convictions de droite affirmées et mises en œuvre tout au long de sa longue carrière dans les ministères, dans les gouvernements, au niveau national et européen.

Il y a la volonté de Macron de remettre le RN au centre du « jeu », en lui octroyant le pouvoir de co-décider, en fin de compte, ce choix. Le « feu vert » à la nomination de Barnier a été donné et mis en scène par M. Le Pen.

Barnier a lourdement insisté, dans son intervention de prise de fonction, sur le « respect » de tous les groupes représentés au Parlement, ce qui signifie ne pas mettre le RN hors du « champ républicain ». Il a d'ailleurs refusé de « faire barrage au RN », lors du deuxième tour des législatives. Et sur l'immigration, il a défendu une position très à droite, aussi bien au niveau européen qu'au niveau national.

Tout cela montre que le choix de Barnier est en totale contradiction avec le sens du vote du deuxième tour des législatives qui a été un « non au RN ».

Macron, désavoué à chaque élection, a choisi, au bout d'une interminable séquence, un premier ministre issu d'un parti - LR - qui ne pèse rien, pour mener une politique, fixée dans ses grandes lignes, à travers les orientations tracées par les principaux « ministres démissionnaires » : une agressive politique néolibérale, au service des riches et des patrons, qui réduit encore les budgets sociaux, au nom de la réduction du déficit public. Une politique qui refuse de revenir sur les grandes contre-réformes rejetées et combattues dans la rue par le mouvement ouvrier et populaire, notamment la réforme des retraites.

Cette nomination provocation suscite beaucoup de colère.

Cette colère doit venir renforcer notre volonté de se battre, ensemble, dans la rue, les entreprises, les services, pour défendre les intérêts des ouvriers, des travailleurs, des jeunes et des moins jeunes.

Il n'y a rien à attendre des tractations autour de la formation du gouvernement et des alliances pour faire passer les lois. Ne perdons pas de temps pour combattre cette politique au service exclusif des riches et des patrons et des marchands de canons.

Passons à la mobilisation, pour l'augmentation des salaires et des pensions. Pour défendre les services publics, au service des usagers des milieux populaires et le droit au logement pour tous et toutes. Pour combattre les fauteurs de racisme qui veulent nous diviser et criminaliser les immigrés. Pour mettre fin à la politique coloniale de répression contre les peuples des colonies. Pour arrêter le soutien à la guerre de génocide d'Israël contre le peuple palestinien et l'arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine, qui alimente la guerre impérialiste.

Paris, 6 septembre 2024

Parti Communiste des Ouvriers de France

Courriel : pcof@pcof.net; site : www.pcof.net; facebook.com/PartiCommuniste desOuvriers deFrance/